



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le

29 OCT. 2015

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Rachel BELUZE

☎ : 04 72 61 37 79

✉ : rachel.beluze@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 modifié, réglementant les activités de la société HIT  
TRAITEMENT DE SURFACE dans son établissement situé 4, rue Lavoisier à  
CHASSIEU

VU le courrier adressé à la société HIT TRAITEMENT DE SURFACE le 7 septembre 2015  
dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 7 septembre 2015 de la direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des  
installations classées ;

CONSIDERANT que l'exploitant doit justifier de la présence et de l'efficacité des rétentions  
en toutes circonstances (article 5 point 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989  
précité) ;

CONSIDERANT que l'exploitant doit justifier du respect des modalités de stockage des  
produits toxiques et transmettre les éléments à l'inspection des installations classées  
(article 5 point 8.3.3) ;

CONSIDERANT, que la visite de l'établissement de CHASSIEU le 4 mai 2015 a permis à  
l'inspection des installations classées de faire les constatations suivantes :

- non-conformité des conditions de rétentions, notamment rétentions extérieures
- indication insuffisante du caractère dangereux et toxique de certains produits ;

CONSIDERANT qu'il est ainsi établi que la société HIT ne respecte pas l'intégralité des  
dispositions encadrant les installations qu'elle exploite 4, rue Lavoisier à CHASSIEU,

notamment les paragraphes 8.2.3 et 8.3.1 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 modifié ;

CONSIDERANT au vu de tout ce qui précède, qu'il y a lieu d'inviter l'exploitant à respecter strictement les dispositions rappelées ci-dessus ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L171.8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société HIT TRAITEMENT DE SURFACE , 4, rue Lavoisier à CHASSIEU, est mise en demeure de :

- justifier, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, du respect des modalités de stockage des produits toxiques prévues par l'article 5 point 8.2.3. de l'arrêté du 4 octobre 1989 modifié et transmettre les éléments à l'inspection des installations classées,
- justifier dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté de l'aménagement de dispositifs de rétention des produits acides basiques ou toxiques, tel que prévu par l'article 5 point 8.3.3 de l'arrêté du 4 octobre 1989 modifié.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à ces injonctions, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

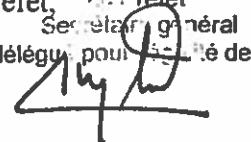
**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement): la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de CHASSIEU,
- à l'exploitant.

Lyon, le

Le Préfet, Le Préfet  
Secrétaire général  
Préfet délégué pour l'égalité des chances

  
Xavier INGLEBERT